

Normaliser un génocide n'est pas défendre la liberté académique

Refus de nommer le génocide en cours, normalisation de l'occupation illégale de la Palestine par Israël, campagne contre le boycott des universités israéliennes complices ; France Universités défend la liberté académique, sauf celle des universitaires palestiniens.

Le 22 septembre, France Universités a publié un communiqué de presse en soutien aux institutions académiques israéliennes visées par des appels au boycott. L'association justifie ce soutien en affirmant que « *la science [serait] le dernier espace où les liens entre les chercheurs et chercheuses peuvent s'abstraire des logiques guerrières qui les environnent* ». Cette justification, qui relaie un mythe démenti par de nombreux travaux, est indigne d'une association de scientifiques. **Loin de représenter de supposés contre-pouvoirs, les universités israéliennes sont des éléments centraux dans la politique de colonisation de la Palestine, de génocide des Palestiniens et dans le maintien du régime d'apartheid sur lequel repose l'État d'Israël [1].**

La complicité des universités israéliennes prend plusieurs formes, parmi lesquelles :

- la participation active à la colonisation (via la construction de campus sur des territoires illégalement occupés ou l'instrumentalisation des fouilles archéologiques pour justifier l'annexion de terres palestiniennes),
- le développement de l'arsenal militaire de l'armée israélienne,
- l'élaboration des stratégies militaires de l'armée israélienne,
- l'élaboration de doctrines juridiques et philosophiques justifiant les campagnes de génocide. [2]

Si des opposants au gouvernement de Netanyahu s'expriment dans ces universités, leurs critiques ne remettent en cause ni le consensus colonial israélien à la source du génocide des Palestiniens et du régime d'apartheid israélien, ni le rôle actif joué par leurs institutions dans ces systèmes de domination [3]. Les chercheurs israéliens effectivement opposés au génocide et à la colonisation de la Palestine appellent eux-mêmes au boycott de ces institutions [4].

Par ailleurs, le communiqué publié par France Universités adopte sans aucune critique le narratif israélien qui invisibilise la politique d'occupation et de spoliation brutale à laquelle est soumise le peuple Palestinien depuis 1948 et impose le récit d'une « *spirale de violence* » apparue le 7 octobre 2023. Du même coup, ce communiqué renvoie dos à dos occupé et occupant, invoquant une posture de fausse neutralité qui dénonce la violence « *quelle qu'en soit l'origine* ». **France Universités refuse toujours de reconnaître la nature génocidaire des crimes de guerre et crimes contre l'humanité israéliens**, malgré les nombreux rapports établissant cette qualification et émis par des institutions internationales (Cour Pénale Internationale, Cour Internationale de Justice, Organisation des Nations Unies [5]), des ONG de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch...)

ainsi que la résolution de l'Association Internationale des Chercheurs sur le Génocide [6]. Cette posture négationniste est politique et ne peut être justifiée par une quelconque protection des libertés académiques israéliennes.

Au plus fort de ce génocide et alors que les communautés universitaires et étudiant.e.s palestinien.ne.s ont été décimées par l'État israélien, France Universités n'envisage apporter son soutien aux Palestinien.ne.s qu'en demandant mollement la reprise des évacuations par le gouvernement français. Ce vœu est encore une fois profondément déconnecté de la réalité vécue par nos collègues et camarades palestinien.ne.s : **les critères imposés par le gouvernement français pour envisager leur exfiltration ne se basent pas sur le danger qui pèse sur leur vie ou leur liberté académique, mais sur des exigences d'excellence et de ressources économiques scandaleuses.** Les universitaires palestiniens n'ont aucune liberté académique sous les bombes et l'on ne peut prétendre les soutenir en s'associant aux responsables de leur destruction.

La mollesse et l'hypocrisie de France Universités sont d'autant plus flagrantes **qu'il ne lui aura pas fallu deux semaines pour se positionner avec force contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022** [7]. Dans son communiqué, l'association formulait d'ailleurs un ensemble de recommandations de boycott académique à l'égard des institutions russes qui reprenait l'essentiel des demandes portées par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) [8]. En particulier, cet appel vise exclusivement les relations institutionnelles entre universités et n'exclue pas la coopération interpersonnelle entre chercheurs indépendants.

Loin d'être une « *trahison des valeurs démocratiques et de paix sur lesquelles se fondent les coopérations universitaires* », le boycott académique est le dernier moyen de faire pression pour un respect de ces valeurs. Le boycott est une obligation morale [9] et légale [10] car les partenariats universitaires actuels normalisent des institutions israéliennes soutenant activement les crimes commis par l'Etat israélien.

France Universités et l'ensemble des institutions académiques françaises doivent assumer leurs responsabilités :

- **prendre exemple sur les nombreuses universités à travers le monde qui ont rompu les partenariats qui les liaient à des établissements complices du génocide en cours [11].**
- **Nommer le génocide, la colonisation, l'apartheid actuellement commis par Israël en Palestine.**
- **Mettre en place des bourses d'accueil pour les étudiants et universitaires palestiniens fuyant le génocide.**

Signataires : Comité Palestine Paris 1, Comité Palestine Sorbonne Université Paris IV, Comité Palestine Science Po, Comité Palestine Assas, Comité Palestine Inter-PSL, Comité Palestine Dauphine, Comité Palestine UPC, Syndicat Alternatif Paris 1



Sources :

[1] <https://bdsmovement.net/academic-boycott>

[2] https://www.democracynow.org/2024/3/15/maya_wind_towers_of_ivory_and et Uri Yacobi Keller, *The Economy of the Occupation: A Socioeconomic Bulletin*, no. 23–24 (October 2009), http://usacbi.files.wordpress.com/2009/11/economy_of_the_occupation_23-24.pdf.

[3] <https://theconversation.com/ya-r-golan-un-espoir-en-trompe-loeil-pour-sauver-limage-disrael-258099>

[4] voir à cet égard :

- <https://www.jpost.com/israel-news/20-israeli-academics-encourage-bds-im-tirtzu-says-455181>
- <https://groundviews.org/2013/04/01/colonizing-childhood-and-zionist-pedagogy-interview-with-prof-nurit-peled-elhanan/>
- <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/03/10/AR2007031001252.html>
- <https://web.archive.org/web/20110122195642/http://weekly.ahram.org.eg/2005/747/op13.htm>
- <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2009-aug-20-oe-gordon20-story.html>

[5] voir à cet égard :

- <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/196>
- <https://www.icc-cpi.int/fr/news/situation-dans-letat-de-palestine-la-chambre-preliminaire-i-de-la-cpi-rejette-les-exceptions>
- <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157475>

[6] Motion en question : <https://genocidescholars.org/wp-content/uploads/2025/08/IAGS-Resolution-on-Gaza-FINAL.pdf>

<https://www.humanite.fr/monde/genocide/melanie-obrien-presidente-de-lassociation-internationale-des-chercheurs-sur-le-genocide-notre-resolution-appelle-israel-a-cesser-tous-les-actes-qui-constituent-un-genocide>

[7] <https://franceuniversites.fr/actualite/france-universites-suspend-son-protocole-daccord-avec-lunion-des-recteurs-de>

[8] <https://bdsmovement.net/pacbi/cultural-boycott-guidelines>

[9] <https://www.politis.fr/articles/2024/07/tribune-le-boycott-academique-institutionnel-des-universites-israeliennes-est-moralement-necessaire/>

[10] <https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/law-and-development/news-and-events/legal-brief/>

[11] <https://academicsforpalestine.dk/academic-boycott/boycott-map/>